



COMMUNIQUE DE PRESSE

La Roche-sur-Foron, le 26 avril 2019,

de SYLVIANE NOEL

Sénatrice de la Haute-Savoie

Point de vue de Sylviane NOEL sur les annonces faites par le Président de la République hier soir aux Français

Au terme de plusieurs semaines de grand débat, le président de la République a enfin livré les conclusions de cette consultation citoyenne. Du grand débat au grand déballage, il est à craindre que les français restent sur leur faim !

Quelques mesures annoncées, et pour certaines instamment réclamées par le Sénat, vont dans le bon sens :

- reconnaissance du rôle des communes et des maires ;
- déconcentration vers les départements et rééquilibrage des effectifs de fonctionnaires des administrations centrales vers le terrain ;
- amplification du principe de différenciation permettant de répondre aux défis spécifiques des territoires ;
- accélération du déploiement des maisons de services au public par canton (NB : ces maisons de services au public existent déjà : le Président de la République propose juste d'accélérer leur création) ;
- moratoire des fermetures d'écoles et d'hôpitaux ;
- débat annuel sur la politique migratoire au parlement ;
- réindexation des retraites inférieures à 2000 euros ;
- réforme de l'ENA afin de redonner ses lettres de noblesse à la méritocratie.

Cette volonté louable de déconcentration n'est cependant qu'un juste retour de balancier après le « tout régional » qui a prévalu ces dernières années et dont l'efficacité montre chaque jour ses limites. Un Etat performant passe incontestablement par un Etat déconcentré au niveau départemental : les administrations régionales, directement pilotées par les sphères parisiennes, manquent cruellement d'efficacité.

S'agissant du statut des maires, cela fait plus de 30 ans qu'on en parle depuis le rapport Debarge ! Il serait louable qu'on y parvienne enfin pour répondre en partie à la détresse des élus locaux, particulièrement ceux des Communes rurales ; le Sénat a d'ailleurs fait des propositions concrètes en la matière.

Au-delà, de nombreuses questions demeurent sans réponse :

▲ *à quand une réelle décentralisation ?* Loin d'être une quelconque menace pour la République, la décentralisation en est une des chances. Ce qui la mine, c'est l'ultra-concentration parisienne, c'est cette verticalité du pouvoir sclérosante, la sensation que les élus locaux sont vaguement consultés mais jamais écoutés.

Contact presse :

Anne-Gabrielle MATHIEU – Cabinet parlementaire de Sylviane NOEL

04 50 25 18 11 – ag.mathieu@sylvianenoel.fr

COMMUNIQUE de PRESSE

de SYLVIANE NOEL, Sénatrice de la Haute-Savoie

Pour réorganiser l'action publique locale et permettre à nos territoires de souffler à nouveau, il convient de redonner du corps à la décentralisation. L'Etat ne doit plus être tentaculaire et doit résolument se tenir à exercer ses missions régaliennes, stratégiques et de cohésion nationale, en laissant l'échelon local gérer le reste ! Le principe de subsidiarité doit pleinement s'appliquer, en déterminant au préalable les compétences qui doivent être exercées au niveau local et par quelle collectivité puis définir celles qui ne peuvent être exercées que par l'État. Les pays qui marchent le mieux aujourd'hui sont ceux qui pratiquent une démocratie ascendante !

▲ **quels moyens financiers va-t-on donner aux communes et aux maires pour agir ?** Cette autonomie des Communes mais aussi des départements et des régions passe par davantage de liberté en matière de fiscalité et surtout une certaine stabilité. On ne peut pas être constamment dans le chantage financier, mais plutôt dans le principe du « qui commande paye, qui paye commande ». Pour cela, il est indispensable de redonner aux collectivités territoriales une véritable autonomie fiscale et financière, particulièrement mise à mal ces dernières années. Il est impératif de consolider le socle de ressources propres dont chaque collectivité peut être assurée de disposer, de préserver une nécessaire liberté de vote des taux. Des ressources qui leur soient propre auraient une double vertu : responsabilité et efficacité. Responsabiliser davantage les élus et renforcer le lien entre la contribution à l'impôt et le service fourni.

Le Président de la République affirme qu'il veut la proximité, qu'il fait confiance aux communes et aux maires : qu'il le prouve ! La différenciation des territoires proposée est une question de bon sens et intéresse notamment nos territoires frontaliers. Mais il faut aller plus loin afin que l'Etat se réforme et laisse les collectivités locales agir au quotidien là où elles sont les mieux placées pour répondre aux attentes de nos concitoyens. Ce que le grand débat a prouvé avec le soutien affirmé des Français aux Maires. Car si la France est une et indivisible, elle n'est pas uniforme ! Les attentes et les besoins de la Haute-Savoie, territoire montagnard, industriel, touristique et doublement frontalier sont forts éloignés de ceux du Gers ou de la Bretagne ! Dans ce contexte, le droit à la différenciation et à l'expérimentation ne doivent pas être de vagues déclarations d'intention mais de véritables outils de mise en œuvre des politiques publiques, au service des territoires, pour coller au mieux à leurs spécificités et à leurs besoins.

De même, renvoyer la question cruciale de la transition énergétique à la création d'un conseil de défense écologique ne semble pas répondre à la hauteur de l'enjeu qui est face à nous !

Enfin, si on ne peut que se réjouir des mesures fiscales annoncées (baisse de 5 milliards d'euros de l'impôt sur le revenu, ré-indexation des pensions de retraite, instauration progressive d'un minimum vieillesse à 1000 euros), aucune piste sérieuse n'est annoncée sur leur financement... augmenter la dépense publique en jurant la main sur le cœur qu'on contiendra celle-ci, le tout en renonçant à la suppression des 120000 postes de fonctionnaires, nous arrivons là aux limites du « En même temps » cher à Emmanuel Macron ! financer les mesures d'aujourd'hui par les impôts de demain n'est plus acceptable !

Contact presse :

Anne-Gabrielle MATHIEU – Cabinet parlementaire de Sylviane NOEL

04 50 25 18 11 – ag.mathieu@sylvianenoel.fr

COMMUNIQUE de PRESSE

de SYLVIANE NOEL, Sénatrice de la Haute-Savoie

Si l'on ne veut pas creuser davantage le déficit abyssal de notre pays, léguer des dettes à nos enfants, ni alourdir la fiscalité du contribuable, il faudra que l'Etat s'engage à revoir son train de vie, réduire la voilure ! les collectivités locales sont parvenues en l'espace de quelques années à réduire leurs dépenses de 27 milliards d'euros pendant que l'Etat augmentait les siennes du même montant : l'exemplarité doit s'imposer à tous !

On peut par ailleurs regretter qu'un grand nombre de français resteront une nouvelle fois à la marge de ces mesures : les indépendants, les agriculteurs, le reste de la classe moyenne, tous ces français qui travaillent dur et ne parviennent pas à vivre du fruit de leur travail. Du grand débat au grand déballage, il est à craindre que les français restent sur leur faim !

Contact presse :

Anne-Gabrielle MATHIEU – Cabinet parlementaire de Sylviane NOEL

04 50 25 18 11 – ag.mathieu@sylvianoel.fr